

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

ÉCLAIRAGE – 23 novembre 2016

STIERNON Christophe, *Les dépenses militaires et ventes d'armes au Moyen-Orient et le conflit au Yémen*, Éclairage du GRIP, 23 novembre 2016.

<http://www.grip.org/fr/node/2148>



Les dépenses militaires et ventes d'armes au Moyen-Orient et le conflit au Yémen

Par **Christophe Stiernon**

23 novembre 2016

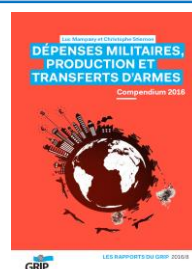
Cet éclairage aborde la question des dépenses militaires et des ventes d'armes au Moyen-Orient ainsi que le débat autour de leur utilisation controversée dans le contexte du conflit au Yémen.

Des budgets militaires hors normes

Selon l'annuaire « SIPRI Yearbook 2016 », les dépenses militaires mondiales pour l'année 2015 sont estimées à 1 676 milliards USD au prix courant, en hausse de 1 % par rapport à 2014. Cette somme correspond à 2,3 % du produit intérieur brut mondial (PIB) et à une dépense annuelle moyenne d'environ 228 USD par habitant. Contrairement aux États-Unis, à l'Europe, à Amérique latine et à l'Afrique, les dépenses militaires du Moyen-Orient ont continué à augmenter en 2015. Néanmoins, avec le maintien des prix des produits pétroliers à un niveau bas à la suite de la chute des cours en 2014, l'année 2016 pourrait bien marquer la fin d'une frénésie de dépenses militaires financées par des recettes pétrolières abondantes.

En 2015, les dépenses militaires connues du Moyen-Orient ont augmenté de 4,1%. Habitée des données incomplètes, la région souffre en effet de l'absence de données récentes pour plusieurs pays ce qui ne permet pas d'offrir une image fidèle de l'état des dépenses militaires dans la région. Ce qui est certain, c'est que les pays du Moyen-Orient possèdent des budgets militaires hors normes. Trois pays de la région moyen-orientale se retrouvent parmi les quinze États les plus dépensiers en 2015. Il s'agit de l'Arabie saoudite (5,2% du total mondial), des Émirats arabes unis (1,4%) et Israël (1%)¹.

Les informations de cet éclairage sont tirées du rapport annuel du GRIP [Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2016](#)



Avec des dépenses militaires en augmentation de 5,7% en 2015 à 87 milliards USD, l'Arabie saoudite reste de loin le pays le plus dépensier de la région et occupe désormais la 3^e place parmi les quinze plus dépensiers en termes de budgets en 2015. En plus d'occuper trois places dans ce top quinze, le Moyen-Orient occupe les trois premières places en termes de dépenses militaires **par habitant** sont les plus importantes : on trouve au sommet de la liste l'Arabie saoudite avec 2 764 USD par citoyen suivie des Émirats arabes unis (2 485 USD) et Israël (1 921 USD). À titre de comparaison, les États-Unis ont dépensé 1 854 USD par habitant. La moyenne de l'UE est de 468 USD.



Stocks pharaoniques : des capitales occidentales aux ruines du Yémen

La région du Moyen-Orient, qui représente à peine plus de 4% de la population mondiale, a absorbé 25% du total des importations d'armes dans le monde sur la période 2011-2015, en hausse de 65% par rapport à 2006-2010. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, les principaux bénéficiaires de la région, absorbent plus de 50% du total des importations du Moyen-Orient (respectivement 30% et 20%). La croissance des importations d'armes de certains pays de la région s'est faite à un rythme phénoménal entre 2006-2010 et 2011-2015 : +275% en Arabie saoudite, + 194% à Oman, +233% au Koweït et +279% au Qatar.

Alors que jusqu'il y a peu, les pays du Moyen-Orient se fournissaient en armes principalement pour des raisons de défense territoriale directe ou des considérations domestiques, le volume et le niveau technologique des acquisitions les plus récentes permettent désormais aux pays de la région de mener des opérations militaires en dehors de leurs frontières. C'est notamment le cas de plusieurs États de la région qui participent aux frappes de la coalition internationale contre l'État islamique (EI) en Syrie ainsi qu'à la coalition arabe à l'œuvre au Yémen, la plus grande opération militaire initiée et menée par des pays arabes à l'étranger depuis la guerre de 1973 contre Israël².

L'intervention militaire au Yémen est la démonstration la plus claire à ce jour de la volonté et la capacité croissante des États arabes d'organiser une coalition militaire régionale sans leadership extérieur et d'utiliser au-delà de leurs frontières leurs énormes stocks d'équipements militaires sophistiqués importés ces dernières années. Pieter D. Wezeman, SIPRI Yearbook 2016, p. 593.

En réponse à la prise de contrôle d'une grande partie du pays, dont la capitale Sanaa, par les rebelles Houthis alliés à l'ancien président yéménite Ali Abdullah Saleh, une coalition de pays arabes menée par l'Arabie saoudite a lancé en mars 2015 – avec le soutien de plusieurs pays occidentaux – une intervention armée aérienne et puis terrestre au Yémen pour soutenir le gouvernement du président Abd Mansour Hadi réfugié dans la ville d'Aden. Dès le début de l'intervention de la coalition saoudienne au Yémen, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer les attaques indiscriminées de la coalition contre les populations civiles yéménites ainsi qu'une crise humanitaire aiguë exacerbée

par le blocus maritime. Selon les Nations unies, le conflit a déjà entraîné la mort de près de 4 000 civils et provoqué le déplacement forcé de plus de 3 millions de personnes. Au moins 7,6 millions de personnes, dont 3 millions de femmes et d'enfants, souffrent actuellement de malnutrition dans le pays³.

Une dépendance qui pose question

Malgré les nombreuses accusations de violations répétées du droit international humanitaire par la coalition saoudienne au Yémen⁴ ainsi que les accusations de détournements d'armes vers l'État islamique en Syrie et en Irak⁵, la région moyen-orientale demeure une destination de prédilection pour les transferts d'armes en provenance de l'Union européenne et d'Amérique du Nord. En 2015, les exportations d'armements conventionnels majeurs vers le Moyen-Orient ont constitué environ 54% des exportations britanniques, 37% des exportations espagnoles, 27% des exportations françaises, italiennes et néerlandaises, 23% des exportations allemandes et 41% des exportations américaines d'armements de ces cinq dernières années. En Belgique, pas moins de 65% des licences d'exportations d'armes octroyées en 2015 par la Région wallonne sont destinées à la région moyen-orientale⁶. Ces chiffres montrent une très forte dépendance des pays occidentaux envers les pays du Moyen-Orient pour leurs exportations d'armements.

Des ventes controversées mais pas stoppées

Signe d'une prise de conscience croissante du rôle des exportations d'armes de l'Union européenne dans le conflit au Yémen, fin février 2016, plus de 750 000 personnes ont signé une pétition pour demander de suspendre les ventes d'armes à l'Arabie saoudite⁷. Dans la foulée, le Parlement européen a adopté une résolution – non contraignante – pour demander la mise en place d'un embargo européen sur les armes à destination de l'Arabie saoudite au regard de la situation humanitaire au Yémen et de la gravité des accusations qui pèsent sur l'Arabie saoudite de violations du droit international humanitaire⁸.

Les réactions des pays occidentaux ont été diverses, sans qu'aucun pays ne mette en place d'embargo formel sur les ventes d'armes vers un pays de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite. Aux **Pays-Bas**, le 15 mars 2016, le Parlement hollandais a adopté une résolution – non contraignante – qui demande au gouvernement de ne pas exporter de biens militaires et à double-usage vers l'Arabie saoudite « *aussi longtemps que ceux-ci risquent d'être utilisés pour commettre des violations des droits humains et du droit international humanitaire* »⁹. En **Allemagne**, le ministre de l'Économie, Sigmar Gabriel, a déclaré début janvier 2016 vouloir adopter une approche plus prudente dans les transferts d'équipements militaires vers l'Arabie saoudite, mais le gouvernement allemand a néanmoins approuvé la vente de 23 hélicoptères à l'Arabie saoudite¹⁰. Au **Royaume-Uni**, à la suite d'une action en justice de l'organisation britannique Campaign Against Arms Trade (CAAT), le gouvernement va devoir expliquer devant la Cour suprême sa décision de poursuivre ses exportations d'armes vers l'Arabie saoudite¹¹.

La **France** apparaît beaucoup moins restrictive en ce qui concerne sa politique en matière d'exportations d'armes. Soutenue par l'opinion publique française, la politique

traditionnelle du gouvernement français est de supporter son industrie de la défense à l'exportation. Début 2016, Paris a approuvé la fourniture au royaume saoudien d'armements pour une valeur totale de 3 milliards USD. Au **Canada**, le gouvernement refuse de revenir sur la décision d'autoriser l'exportation de véhicules blindés légers à l'Arabie saoudite dans le cadre d'un contrat de 14 milliards de dollars sur dix ans et pour lequel la firme belge CMI fournira tourelles et canons de moyen et gros calibres pour un montant de 3,2 milliards EUR. Aux **États-Unis**, malgré la tentative de certains sénateurs d'empêcher un transfert vers le royaume saoudien, le Sénat a approuvé en septembre 2016 la vente de chars d'assauts et autres matériels militaires vers l'Arabie saoudite pour un montant de 1,15 milliards USD.

Au regard des tensions régionales croissantes, de l'attitude des pays de la région envers le terrorisme et des risques de détournement, il semble plus qu'urgent de réévaluer avec la plus grande prudence les décisions d'exportations vers le Moyen-Orient. Alors que les soldats saoudiens devraient déjà avoir cinq bras pour pouvoir utiliser toutes les armes belges qu'ils ont achetées¹², les risques d'accumulation déstabilisatrice ou d'utilisation non souhaitée ne peuvent pas être minimisés.

* * *

L'auteur

Christophe Stiernon est chercheur au GRIP pour le projet « Armes légères et transferts d'armes ». Il travaille en particulier sur les questions liées au contrôle des transferts d'armements de l'Union européenne et les instruments internationaux de contrôle des armes légères et de petit calibre.

-
1. Chiffre de 2014 pour les dépenses militaires des Émirats arabes unis. Pas de donnée fiable pour 2015.
 2. SIPRI Yearbook 2016, p. 588.
 3. United Nations, « [Zeid urges accountability for violations in Yemen](#) », OHCHR, 25 août 2016.
 4. Wintour Patrick, [Renewed calls for inquiry into alleged human rights violations in Yemen](#), *The Guardian*, 19 septembre 2016.
 5. Ridley Louise, [Islamic State Receiving Weapons From Eastern Europe In 'Rapid' New Supply Chain Says Arms Expert](#), *The Huffington Post UK*, 11 septembre 2016.
 6. Région wallonne, Rapport du Parlement wallon sur l'application du décret du 21 juin 2012, [Rapport annuel 2015](#).
 7. Avaaz, [EU: Stop arms sales to Saudi Arabia](#), page consultée le 22 septembre 2016.
 8. Résolution du Parlement européen du 25 février 2016 sur la situation humanitaire au Yémen ([2016/2515\(RSP\)](#))
 9. Withnall Adam, [Netherlands votes to ban weapons exports to Saudi Arabia](#), 16 mars 2016.
 10. Reuters, [Germany will re-examine arms exports to Saudi Arabia after weekend executions](#), 4 janvier 2016.
 11. Ross Alice, [British arms exports to Saudi Arabia to be scrutinised in high court](#), 30 juin 2016.
 12. An Vranckx, Frank Slijper et Roy Isbister, « Lessons from MENA », Academia Press, Gand, p. 34.